

Valence, réquisitoire pour un massacre

Par inconscience ou duplicité, les autorités font tout pour qu'une catastrophe naturelle impacte au maximum une population sinistrée. Puis elles interdisent aux pouvoirs publics ou aux initiatives privées toute aide aux victimes. Nouvelles méthodes de coercition des masses, laboratoire d'ingénierie sociale, voici une nouvelle bataille de la guerre contre les peuples, déjà expérimentée en plusieurs points du globe.

Par Yann et Lux

1 Corruption écologiste

En Espagne, Les 29 et 30 octobre 2024, la ville de Valence a connu des inondations d'une violence inouïe. Elles ont dévasté et désorganisé la cité et ses alentours. Nous prétendons que l'attitude des autorités face à cette catastrophe est tout à fait révélatrice d'un nouveau modèle de gestion de crise désormais appliqué par les gouvernements occidentaux. Il s'agit non seulement d'une inaction volontaire, mais aussi d'entraves aux secours, dans le but prémédité d'aggraver une situation sociale locale. Nous sommes ici dans le cas d'un contrôle des populations par le chaos, la mort, la précarité et la pauvreté. Nous prenons le pari que cette méthode continuera à s'appliquer dans les catastrophes futures.

Méthode

Au début de cette étude un point méthodologique s'impose. Comme nous l'expérimentons de plus en plus, la véritable information n'est pas toujours délivrée par les médias officiels mais par les réseaux sociaux. Ceux-ci produisent souvent une information plus

fraîche et inédite que les organes de presse de référence, surtout sur un sujet aussi sensible. Voilà pourquoi nos sources ont été principalement différents groupes Telegram, agrégateurs d'informations sans pareille. On pourrait en être dubitatif, surtout si certains ont des noms qui peuvent paraître farfelus et nous faire douter de leur sérieux. Cependant, on a pu observer que dans des circonstances aussi graves et extraordinaires, ils se sont révélés extrêmement professionnels et utiles tant aux sinistrés qu'aux simples citoyens. Cet article s'appuie sur un thésaurus à ce jour de 117 messages Telegram qui en agrègeront d'autres, au fur et à mesure. Dans le corps de ce texte, des liens pointeront sur ces articles ou les messages de référence.

Enfin, la précision que requiert tout réquisitoire nous oblige à détailler les faits en un fonds de témoignages concordants, d'où la longueur de ce texte qui sera délivré en plusieurs épisodes.

Destruction des barrages

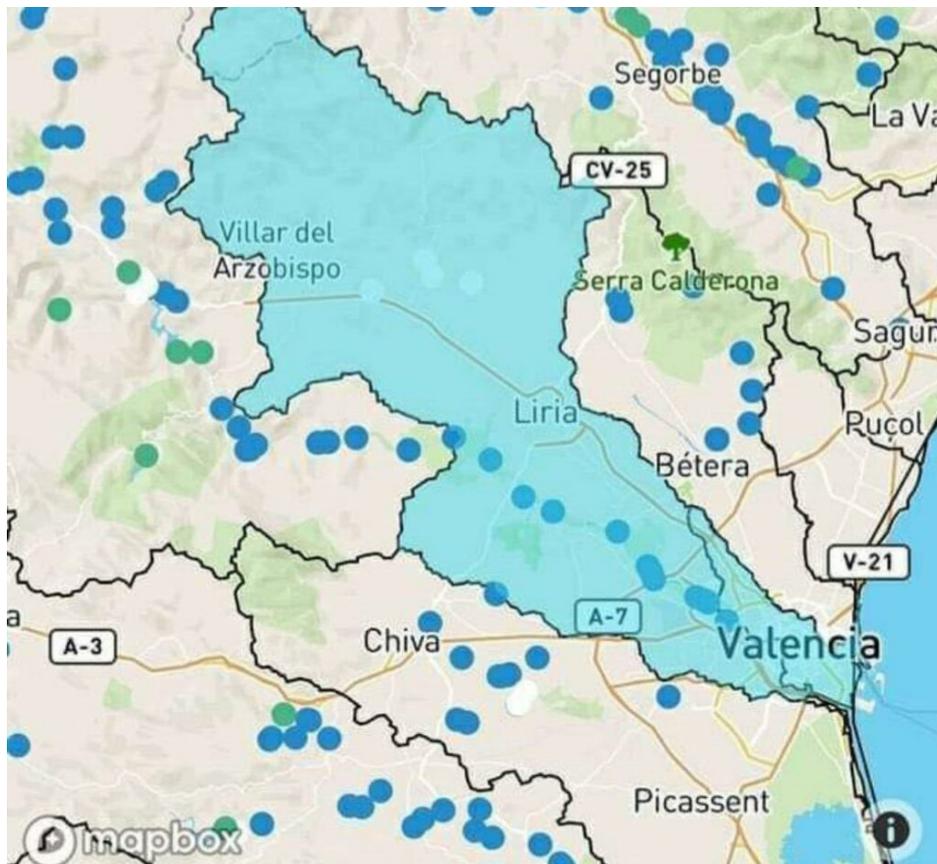
En [2022](#), Valence était très fière de définir son modèle de ville pour la prochaine décennie avec son plan d'action local dans le cadre de la stratégie urbaine 2030, aligné sur le Green Deal européen « c'est-à-dire sur le cadre de référence européen, et sur les lignes directrices des Nations unies à travers les Objectifs de développement durable, ODD, et l'Agenda urbain ». À quoi cela faisait-il référence ?

L'Agenda 2030 des Nations Unies [ordonna](#) en 2015 la destruction de barrages et de réservoirs pour rétablir le cours naturel des rivières, sans tenir compte du risque évident et de la vulnérabilité des communautés face à sa « politique verte ». Mais l'Union européenne l'avait précédée.

En 2000, elle [publia](#) la directive-cadre sur l'eau, visant à créer des conditions favorables aux animaux dans les zones humides. Il s'agissait de rétablir la *dynamique écologique et géomorphologique des rivières régulées au profit de la biodiversité, des macrophytes, des macro-invertébrés benthiques et des poissons, dont les populations de truites brunes (Salmo trutta)*. Pour ce faire, une nouvelle directive de 2022 prévoyait la suppression des barrages afin de « contribuer à la connectivité naturelle longitudinale et latérale des rivières et à l'objectif de l'UE de disposer de 25 000 km de rivières à courant

libre » et « de contribuer à la restauration des zones fluviales et des plaines inondables ». Ainsi, en 2023, 487 barrages ont été démantelés dans 15 pays européens, soit 50 % de plus que l'année précédente. En 2021, l'Espagne a supprimé 108 barrages hydrauliques sur son territoire, plus que n'importe quel autre pays d'Europe. Un [rapport](#) publié en 2021 par la branche espagnole de l'ONG WWF a identifié 5 400 barrages comme prioritaires à la démolition en Espagne. Tragique ironie, en pleine crue, le PSOE (Parti Socialiste) [publia](#) un plan afin de préserver les lits des rivières si cela mettait en danger l'habitat potentiel des visons.

Dans ce cadre, pas moins de 40 barrages et retenues ont été détruits en 60 ans autour de Valence alors qu'un stock d'eau y est crucial vu la rareté des précipitations en saison sèche.



Carte des barrages volontairement détruits aux alentours de Valence.

L'Écho des Boucles



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

La goutte froide

Autre phénomène renforçant cette situation dégradée, la “goutte froide” (gota fria) ou D.A.N.A. (soit en français Dépression Isolée en Haute Altitude). Plus [précisément](#), une poche d'air très froid à plus de 5 000 mètres se détache de son courant d'air initial, du fait de changements brutaux dans la pression atmosphérique. Cela a lieu surtout à l'automne, à cause notamment de l'interaction entre l'air chaud et humide résiduel en Méditerranée, et l'air froid polaire. Conséquence, des pluies soudaines très violentes, un phénomène météorologique habituel à cette saison dans la zone méditerranéenne.

Les géologues ont [étudié](#) les différentes inondations exceptionnelles dans la région de Valence du II^e siècle avant JC à nos jours, la plupart (75) entre le XIV^e et le XIX^e siècle, les archives et éléments historiques abondent sur le sujet. La précédente, en 1957, a fait 81 morts. Tout [concorde](#) pour affirmer que ces phénomènes météorologiques extrêmes font partie de la normalité climatique de la région.

Ces pluies diluviennes ont pu [atteindre](#) jusqu'à 500 litres d'eau par mètre carré (un demi mètre cube !). Elles ont grossi brutalement les cours d'eau qui charrièrent boue, pierres, morceaux de bois et tout ce qui était emporté sur leur passage. Seulement, plus de barrages, désormais détruits, pour réguler le flot. Celui-ci se fit devastateur et il en résulta les ravages observés, y compris dans des zones ayant reçu peu de pluie. Dans certaines communes de la région valencienne, les eaux s'élevèrent jusqu'au plafond des pièces, des voitures furent [emportées](#) par les flots comme des fétus de paille. On les retrouva [entassées](#) les unes sur les autres lors de la décrue.

Des mises en garde restées lettres mortes

Les 28 et 29 octobre, l'ambassade du Japon a [averti](#) par SMS les résidents japonais en Espagne du danger de la *goutte froide*. 24 heures avant, le CIFAS, Centre d'intelligence des forces armées, [prévenu](#) par le canal militaire de la NASA, a répercuté l'information au DSN (Département de Sécurité National), au Chef d'État-major des armées, au cabinet du premier Ministre et à la *Generalitat* de Valence. 12 h avant le début du sinistre, la Sécurité Civile espagnole a également [prévenu](#) l'exécutif de l'imminence de l'ouragan. Le matin même du 29 octobre, AROME-HD de Météo France [prévoyait](#) avec une grande

justesse « des précipitations de 400 litres/m² qui pourraient mettre la vie en danger » alors que son équivalent espagnol, la Aemet n'envisageait qu'entre 150 et 180 litres / m². Malgré tout cela, l'inaction des autorités fut éclatante et interroge sur une éventuelle nouvelle forme de gouvernance contre le peuple.

Corruption hydrographique

Certains actes peuvent passer pour des maladroites inconscientes. Par exemple, le maire de la ville d'Algemesí [affirme](#) « le réservoir de Forata a été ouvert et le débit de la rivière a augmenté ». D'autres témoins [confirment](#) « Ils avaient ouvert le barrage et ça avait provoqué la vague (...) Ils ont libéré une vague géante et cela a provoqué la catastrophe (...) un film d'horreur ». Et les populations locales n'ont pas été [prévenues](#), ou trop tard.

D'autres relèvent franchement de la corruption. La Confédération Hydrographique du Júcar a [omis](#) l'alerte écrite, exigée par son protocole, à 15 reprises au cours de l'heure et demie clé de l'inondation du ravin de Poyo. La Confédération n'a pas [informé](#) la *Generalitat* que le ravin augmentait son débit de 100 fois, bien que la loi l'exige. Mais il y a plus grave. Elle a faussé les résultats des relevés de la montée des eaux en [oubliant](#) un zéro, 200 m² comptabilisés au lieu de 2000. Puis elle a republié les données sur la crue du ravin de Poyo après les avoir supprimées en raison de prétendus problèmes techniques, mais une partie des données qui apparaissaient quelques jours plus tôt n'apparaissent plus.

Plus précisément, les données de flux après 19h00 le 29/10 [démontrent](#) qu'après la première crue, qui a atteint des valeurs de près de 2000 m³/s, il y a eu au moins deux augmentations très considérables par la suite, dès l'aube : l'une entre 13h00 et 16h00 le 30 et l'autre à 18h00, impactant le maximum de gens à la sortie des bureaux et dans les centres commerciaux.

Le président de la Généralité Carlos Mazón dit qu'il n'a pas [alerté](#) la population par téléphones portables parce que la Confédération hydrographique a désactivé l'alerte « trois fois ». Le ministre de la transition écologique lui répond que les confédérations hydrologiques n'ont pas compétence pour lancer des alertes. Bref, dans ce panier de



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

crabes, beaucoup se défaussent, fuient toute responsabilité. Au final, « Ils ont [donné](#) l'alarme alors que j'étais dans un arbre depuis 6 heures. » Six heures avant, Mazón assurait que la tempête s'était calmée, mais au même moment la Députation de Valence a [renvoyé](#) ses agents chez eux le mardi 29 octobre à 14 heures « en raison d'un risque très élevé pour la population ».

2 Corruption des pouvoirs

Dans le premier volet de ce dossier nous avons vu la corruption écologiste préparer ce massacre puis l'accompagner dans le feu de l'action. Voyons désormais d'autres corruptions renforcer la tragédie : celle des pouvoirs publics, tant au niveau du gouvernement qu'au niveau de l'administration locale. Également, corruption des ONG mais aussi corruption d'une partie du corps social.

Corruption gouvernementale

Le 2 novembre 2024, le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez [déclare](#) : « Nous sommes en contact avec la Commission européenne et nous avons entamé les procédures pour demander l'aide du Fonds de solidarité européen et l'utilisation d'autres ressources communautaires de l'UE ». Mais l'Espagne [n'activera](#) le mécanisme de protection civile de l'UE que le 12 novembre 2024. Voilà pourquoi, dès le 3 novembre, le parti Vox intente une action en justice contre le gouvernement pour ne pas avoir recouru à des mesures d'urgence et reproche entre autres à P. Sanchez de n'avoir pas [réuni](#) le conseil des ministres pour valider l'usage du fonds de 1,141 milliard d'euros destiné aux catastrophes naturelles. Le gouvernement n'a approuvé les aides directes et les subventions que le 5 novembre, soit près d'une semaine après la tragédie. Le 25 novembre, on apprend que le gouvernement a [utilisé](#) ce fonds pour subventionner les partis politiques à hauteur de 92 millions. Ce qui n'empêche pas María Jesús Montero, [vice-présidente du gouvernement espagnol](#), de déclarer le 2 décembre lors d'une réunion de sécurité : « il n'y a pas d'argent pour les Valenciens ». Près de quatre semaines après le désastre, les habitants de Paiporta, banlieue de Valence, [manifestent](#) en silence : toujours aucune aide reçue.



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

Après le désastre, la méfiance grandit : trois Espagnols sur quatre ne se sentent pas protégés par le gouvernement. D'autant que le gouvernement espagnol s'est toujours montré très réactif pour porter secours à des pays étrangers, par exemple dernièrement en Syrie (2022) ou au Salvador (2024).

Les Forces et Corps de Sécurité de l'État entravés par leur propre hiérarchie

Commençons par cette anecdote où des pompiers français débarquent à Valence sur des lieux du sinistre et découvrent qu'ils sont les premiers arrivés sur zone quatre jours après le pic des destructions, que les autorités espagnoles n'ont pas envoyé un seul de leurs confrères. Une unité de pompiers de Bilbao a été interdite d'intervention à trois reprises malgré leurs demandes insistantes, soulignant qu'ils avaient tout le matériel nécessaire pour aider la population.

Le 1er novembre, il est annoncé que la police agira dans un périmètre hors de sa juridiction à Valence mais uniquement pour empêcher les pillages. De nombreux agents de police proposent leur collaboration pour les sauvetages et cela leur est interdit.

Le 2 novembre, des membres de la Guardia Civil dénoncent qu'ils ne sont pas autorisés à intervenir en tant que volontaires à Valence. Nous rappelons que le 30 mars 2018, l'Assemblée plénière militaire du Tribunal Suprême a rendu un arrêt établissant que « dans un système démocratique, les militaires et les membres de la Guardia Civil ne sont pas exonérés de leur responsabilité en raison de leur obéissance ».

Le même jour, la police et des membres de la Guardia Civil dénoncent devant le tribunal leurs supérieurs qui ne les autorisent pas à porter secours à Valence.

Le 3 novembre, des militaires déployés dans la ville témoignent qu'ils ne faisaient rien depuis 4 heures, qu'ils étaient envoyés dans des secteurs où il n'y avait pas sauvetage à faire et non dans d'autres lieux où ils savaient qu'une aide était nécessaire.

« Le gouvernement a empêché l'armée de mener à bien sa mission dans la Communauté valencienne » affirme le 4 novembre le lieutenant général à la retraite Pedro Pitarch, ancien chef de l'Eurocorps et directeur général de la politique de défense, accusant

également l'exécutif de « ne pas respecter » la loi sur la défense nationale. Le 17 novembre, le Premier ministre [interdit](#) une nouvelle fois à 3 000 militaires qualifiés de se joindre à l'entraide des citoyens dans la région de Valence, alors que six communes sur dix demeurent sans électricité et sans eau.

Des volontaires civils entravés par les autorités

Le 1^{er}, la Generalitat de Valence [prend](#) un arrêté qui restreint la mobilité sur les principales routes d'accès aux zones dévastées. Pendant ce temps, des milliers de personnes [arrivent](#) de tout Valence et d'autres régions d'Espagne, à la Cité des Arts et des Sciences, pour se porter volontaires. 19 groupes se [coordonnent](#) sur Telegram pour le nettoyage de différents districts de Valence. Le ministre de l'Intérieur Fernando Grande Marlaska et le président de la généralité Carlos Mazón [demandent](#) que les volontaires se retirent et retournent chez eux. Le soir-même, la police [tabasse](#) des volontaires qui aidaient.

Le 2, la police [empêche](#) les bénévoles, simples particuliers ou entreprises qui proposent gratuitement leurs moyens (excavatrices), de rentrer dans le périmètre ravagé. Un camionneur valencien [raconte](#) comment un policier local a pointé une arme sur lui.

Le 4, alors que des cadavres continuent à pourrir dans les rues, les autorités locales, les maires et conseils municipaux [refusent](#) l'aide des bénévoles (nourriture, vêtements et matériels) affirmant qu'ils n'ont besoin de rien et les envoient parfois décharger leur cargaison dans des hangars n'appartenant pas au service public sur lesquels plane un soupçon de corruption. [Voici](#) le cas de 2000 hamburgers à jeter, car non répartis à temps du fait de ces blocages.

On voit la Garde Civile arrêter un camion chargé d'un stock d'aide qui se dirige de Séville vers Valence pour surpoids de cargaison. Elle [menace](#) le conducteur d'une amende de 10 000 € s'il ne se déleste pas d'une partie du chargement, afin que le camion ait son poids autorisé.

Certains services d'ordures ménagères [détruisent](#) systématiquement les vêtements collectés dans les incinérateurs. Le maire d'Alfajar a été [dénoncé](#) pour délit de ravage.



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

Jeter des vêtements propres, voire neufs, est un crime. »

Par petites annonces, des ressortissants français frontaliers sont [recrutés](#) pour venir en aide dans les localités sinistrées à 12 € l'heure alors que de nombreux bénévoles espagnols proposent de faire le même travail gratuitement. Qui est le donneur d'ordre ? L'administration espagnole ? Mystère.

Corruption des ONG

L'association des droits de l'Homme Liberum [témoigne](#) de la confiscation du matériel et des stocks de dons, sa réquisition et sa redirection vers des ONG proches du pouvoir. La Croix Rouge [détourne](#) les dons faits en faveur des victimes de la catastrophe au profit des immigrés.

Le 4 novembre, on note que malgré tous les dons massifs reçus des autorités et du public depuis des années, de grosses organisations comme la Croix Rouge et Caritas [refusent](#) de fournir une quelconque aide sur le terrain et sollicitent des dons en argent à leur profit plus que des dons matériels et de l'aide bénévole. On observe que malgré la rivalité qui existe entre ces deux associations, elles tiennent un discours commun dans ce désastre. De ce fait, l'Espagne a commencé à [douter](#) des ONG et une partie du public s'en détourne : « Maintenant, les gens s'organisent d'une manière différente. » « Les villes qui ont été sauvées l'ont été grâce à l'arrivée des machines agricoles privées. L'[aide](#) est essentiellement privée et non gouvernementale (...) Les bonnes gens aident par compassion »

Corruption du corps social

Ces situations extraordinaires montrent toujours le meilleur et le pire des hommes. On voit ainsi de [nombreux](#) secouristes improvisés se dépenser sans compter pour aider les blessés, les personnes immobilisées, notamment les seniors bloqués dans les étages. Des [actes](#) de bravoure et de dévouement d'anonymes envers d'autres anonymes jusqu'à épuisement. Tout un peuple au travail, dans des conditions difficiles vu l'effort à fournir mais aussi la précarité du ravitaillement. Non seulement la population locale, mais aussi d'autres bénévoles [venus](#) de leur propre chef d'autres régions d'Espagne, bravant la

L'Écho des Boucles

<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

fatigue et les autorités, dont l'inaction criminelle fait de ces initiatives personnelles un véritable défi humain. Un travail de fourmi. Entre les carcasses des voitures qu'il faut entasser ou dégager et dans la boue des rues bataillée à la pelle et au large balai, un slogan fleurit : *Solo el pueblo salva al pueblo* – Seul le peuple sauve le peuple. Il est inspiré d'une lettre du poète Antonio Machado écrite en 1937 lors de la guerre d'Espagne, lors de la défense de Madrid. Éternelle désillusion des masses face à leur oligarchie.



Les commerçants chinois envoient 100 camionnettes contenant toutes sortes de matériaux dans les villes touchées. La communauté sikh de Valence nettoie les rues et met gratuitement à disposition un stock de nourriture dans une épicerie. Par contre de nombreux témoignages montrent du doigt la minorité maghrébine et notamment marocaine dont des membres s'illustrent majoritairement dans les affaires de pillage et de squat d'appartements. Le journal de la presse officielle ABC le rapporte : « Les rumeurs se confirment : la plupart des pillards lors des inondations de Valence sont des Marocains, des criminels « professionnels ». D'autres sources indiquent : « La Garde civile arrête 10 pillards en 24 heures et la police militaire en arrête 32. Tous marocains. » ; « La majorité des personnes arrêtées pour pillage dans les zones touchées de Valence sont d'origine maghrébine et ont un casier judiciaire. Les gens ne veulent pas quitter leur domicile de peur des pillages. » ; « Les habitants de Paiporta organisent des patrouilles pour se défendre contre les vols commis par des groupes



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

armés nord-africains. » ; « Les arabes occupent les maisons et génèrent une insécurité absolue parmi les habitants d'Alfajar, Valence : « Il y avait un arabe qui voulait entrer dans notre maison (...) nous sommes absolument abandonnés » ». La police prend même le parti des squatteurs : « La Police arrête une femme qui avait récupéré sa maison squattée par des immigrés : » Ils [la Garde Civile] ont frappé à la porte, nous ont frappés, nous ont arrêtés et ont remis les squatteurs à l'intérieur. » »

Ce particularisme criminel donc est d'autant plus mal perçu par la population que le gouvernement a débloqué près d'un million d'euros en « contrats d'urgence » pour la prestation de services liés à l'hébergement, à l'entretien et à la sécurité de plus de 1 000 immigrants le jour même où la Communauté valencienne a été ravagée. En ce qui concerne l'aide aux territoires dévastés, le gouvernement de Pedro Sánchez n'a approuvé les aides directes et les subventions que le 5 novembre, soit près d'une semaine après la tragédie.

Le nombre des victimes est caché par les autorités

Il est très difficile d'établir un bilan exact du nombre des victimes décédées dans cette catastrophe. Il est caché par les autorités qui s'en tiennent à la thèse officielle de 224 morts et de 3 disparus. Cependant, de nombreuses informations agrégées au fil de la lecture des médias alternatifs nous permettent d'affirmer a minima que la version officielle est fautive. Le diable, dit-on, se cache dans les détails. Allons donc à sa recherche, enquêtons sur la part d'ombre de certains de nos contemporains.

Comme dans les deux premiers volets de ce dossier, nous avons recours aux médias alternatifs. Ils peuvent agréger une information officielle et répandue, officielle et peu diffusée ; et non officielle. L'usage de cette dernière est délicat, car l'Exécutif aura beau jeu de mettre en doute sa véracité puisqu'elle n'est pas validée par ses propres officines, les administrations et la presse aux ordres. Celle-ci édicte le vrai et le faux convenables qui abreuvent la multitude. Mais face à l'omerta, les réseaux sociaux, ces nouveaux médias se sont révélés précieux dans la dénonciation des agissements coupables de certains acteurs de la tragédie. Tant de témoignages recoupés ont confirmé les faits rapportés. Et une fois assemblés, ceux-ci ont permis de reconstituer le puzzle, une

L'Écho des Boucles



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

réalité cohérente et ignoble. L'ouvrage phare du « Père de l'Histoire », Hérodote, se nomme *L'Enquête*. Aujourd'hui encore, elle continue. Que s'est-il passé ?

Commençons par le [témoignage](#) glaçant de l'écrivain valencien Santiago Posteguillo, alors sur place : trois jours après la catastrophe, les cadavres n'étaient toujours pas retirés des rues, dans lesquelles il a pu déambuler avec peine.

Un deuxième indice : le 4 novembre, le site [Valenciaplaza](#) nous apprend qu'« Une centaine de médecins légistes travaillent 24 heures sur 24 pour autopsier les victimes de l'ouragan, une catastrophe qui, pour l'instant, a fait 210 morts dans la région de Valence, selon les derniers chiffres officiels. » 100 médecins légistes pour 210 morts ? N'aurait-il pas un peu plus de morts pour mobiliser tant de main d'œuvre spécialisée ?

Le 3 novembre, à Valence, la mer commence à [rejeter](#) les corps. Le 7, il est [reporté](#) que la Marine retrouve des centaines de corps sur la côte valencienne. Un militaire [affirme](#) : « Robles Defensa [[Margarita Robles](#), ministre de la défense] nous ordonne de ne pas rendre publiques les centaines de morts que nous constatons. Félix Bolaños [ministre de la justice] ordonne de cacher les corps et de les incinérer pour cacher la vérité »

Le 7 novembre, le porte-parole de VOX [accuse](#) le gouvernement Sánchez de cacher le nombre réel de victimes. Le 9 l'UME [Unité Militaire d'Urgence, branche des forces armées espagnoles spécialisée dans la gestion des catastrophes naturelles et des situations d'urgence] retire plus de 12 corps d'un garage de Paiporta et [prévient](#) les témoins : « N'enregistrez pas et ne dites rien ». Plus de 40 morts retirés près du pont de Sedavi à Valence, officiellement aucun mort sur ce site.

Le 12, des bilans provisoires sont évoqués par la même source au sein de l'armée « les FAS [Fuerzas Armadas, Terre-Air-Mer] et la Garde civile nous [certifions](#) qu'à 23 heures, hier, nous avons présenté devant la Juridiction militaire plus de 2 200 morts et disparus. Hier, la Marine a trouvé 179 enfants flottant près de la côte valencienne. » et « Malheureusement, nous avons trouvé davantage de morts, ils ont ouvert un dossier disciplinaire militaire contre nous pour avoir [cité](#) hier le chiffre de 2 300, aujourd'hui il est de 2 500. La police dispose de plus de 11 000 rapports de personnes disparues. Nous en avons marre de mentir. Le vrai chiffre d'aujourd'hui s'approche des 12 000 décès. » Dès le 7, on [évoque](#) des cadavres brûlés de manière cachée dans les cimetières.

L'Écho des Boucles



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

Un lieu a retenu l'attention des témoins, le centre commercial Bonaire en plein Valence, de la taille de cent terrains de football se vante le site touristique de la ville. Il compte 120 magasins. Son parking souterrain est gigantesque. Le 3 novembre, on note que 700 tickets n'ont pas été payés et que donc les voitures sont restées en-dessous. Et leurs occupants ?

Le 5, les autorités se veulent rassurantes : « Miracle sur le parking de Bonaire : la police ne trouve aucun mort après une inspection complète. » Les faits observés semblent contredire cette version officielle.

D'abord l'UME [Unité Militaire d'Urgence] récupère les enregistrements des caméras de surveillance. Le même message nous apprend que les plongeurs, sauveteurs que l'on peut supposer aguerris sortent du parking en vomissant. Le 5 un secouriste affirme : « Nous avons retiré plus de 200 enfants morts de Bonaire et ils nous disent d'entrer sans téléphone portable, afin que cela ne puisse pas être enregistré. » Le même jour un témoin dénonce de nombreuses fourgonnettes d'entreprises funéraires qui attendent à l'extérieur du parking du complexe. Un autre observe de grands camions frigorifiques sortant du centre commercial accompagnés des camionnettes rouges de l'UME. Le 11 un témoin confirme « Ils continuent à évacuer les victimes... ils évacuent les corps la nuit, parce que j'habite là, sur ce balcon et je les vois avec la camionnette monter et descendre... »

Le 19, tant pour Bonaire que pour la catastrophe en général, un bilan hélas officieux précise : « Dans le parking de Bonaire, nous avons enlevé 221 corps le premier jour et cela se reflète dans le procès-verbal de la mairie de Valence. Carlos Mazón [président de la Généralité valencienne] et Sánchez Castejón [Pedro Sánchez Pérez-Castejón, Premier Ministre] ont donné l'ordre de cacher la vérité. Aujourd'hui, c'est un fait que l'Intérieur, la Défense, la Moncloa [siège du Premier Ministre] et même le PP le savent : Il y a 5 281 décès et le nombre de personnes disparues dépasse les 11 000. »

Le bilan officiel reste toujours de 224 morts et de 3 disparus, et 4.824.000 € d'aide pour cause de décès due à la DANA bénéficient à 62 familles. En admettant même que le chiffre de 224 morts soit vrai, celui de seulement 62 familles dédommagées reste curieux. Cela signifierait que les victimes auraient une certaine tendance à mourir en

L'Écho des Boucles



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

famille (une moyenne de 3,5 morts par famille) et qu'il y aurait ainsi assez peu de familles déplorant un seul décès... Petit détail : précisons que pour une mort provoquée par la DANA, l'administration verse 72 000€ d'indemnités. Par contre, pour un disparu, les ayants-droits ne reçoivent rien. Serait-ce l'une des raisons de ce décompte officiel de morts si peu élevé ?

Il y a ceux qui tentent de compter les morts et ceux qui nient leur existence. Quel acte plus abject que celui de voler sa mort à un être humain et à sa famille. Ses proches confrontés à la torture du deuil impossible. Truquer la mort, faire de la rubrique nécrologique une statistique faussaire où rien ne se passe, un silence de tombe contre les consciences des vivants. Effacer les morts. Les *annuler*. On retrouve la *cancel culture* qui a sévi ces dernières années, à coups de statistiques faussaires, le COVID nous a aguerris sur ce point.

Raconter, métier de survivant. C'est notre devoir de mémoire d'être humain d'apporter ici le témoignage de ces atrocités. De par le monde, dans les mêmes conditions, elles se sont déjà répétées et se répéteront encore. C'est un mode de gestion des populations qui a atteint un haut niveau d'expertise. Un savoir-faire sinistrement routinier mais qui maintenant, fait nouveau, à son calendrier et ses échéances précises, macabres, à respecter. Nous le verrons dans la dernière partie.

Le capitalisme du désastre

Que ce désastre ait été sciemment provoqué ou soit la conjonction d'une corruption multiple et d'une incompétence crasse des autorités, le trauma infligé à la population nous rappelle la *Théorie du choc* de Naomi Klein (2008).

Si on vous frappe, un grand coup, vous serez dans un tel état de choc que vous vous défendrez mal contre un reconditionnement mental. Ainsi, un traumatisme fondateur, régressif, par exemple une crise économique, sanitaire, une catastrophe naturelle, permet à un intervenant extérieur d'agir brutalement, de changer la donne à grande échelle et de faire en sorte que ces bouleversements soient irréversibles. Comment ? Avec ce que Naomi Klein nomme *le capitalisme du désastre*.

On le voit rapidement venir avec l'annonce de l'arrivée de Palantir Technologies et sa



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

filiale espagnole, une entreprise américaine spécialisée dans l'analyse de données massives (*big data*) et l'intelligence artificielle connue pour ses collaborations controversées avec les gouvernements, les agences de renseignement et les militaires. Accusée de favoriser la surveillance de masse et l'opacité algorithmique*, notamment lors de précédentes catastrophes (par exemple les ouragans de 2017 *Maria* à Porto Rico et *Harvey* au Texas.) Curieusement, le [lien](#) vers l'article du 18 novembre 2024 qui en faisait état a disparu. Il s'agissait du travail du site Newtral, le média espagnol de fact-checking qui jusqu'en 2020 recevait des subventions publiques et des contrats publics jusqu'en 2023.

Au niveau des petites gens, bien sûr, les rapaces habituels profitent de la détresse des propriétaires de rez-de-chaussée sinistrés par les inondations et [proposent](#) de les racheter pour une bouchée de pain.

Élargissons notre terrain d'investigation au monde entier. Deux catastrophes naturelles illustrent de manière emblématique les remèdes dévastateurs appliqués dans les zones dévastées : le cyclone Katrina à la Nouvelle Orléans en 2005 et le tremblement de terre en Haïti en 2010. Bien que le premier exemple se déroule dans le monde développé, son traitement relève des méthodes néocoloniales utilisées opportunément lors des tragédies du tiers-monde. Preuve s'il en est que la véritable guerre réside non seulement dans l'antagonisme interétatique ou civilisationnel mais aussi (et surtout ?) dans la lutte des classes.

Le modèle est récurrent : réformes néolibérales brutales, militarisation de l'aide, pillage des ressources et néo-missionnariat (les ONG évangéliques ou occidentales imposent leurs agendas).

Le cyclone Katrina de la Nouvelle Orléans (2005)

Le cyclone Katrina a révélé des violences systémiques commises par les autorités, les forces de l'ordre et les acteurs privés, dans un contexte de racisme structurel et de néolibéralisme rapace.

On note un racisme d'État contre les noirs et les pauvres, criminalisés. La Garde nationale, les mercenaires (Blackwater) et la presse traitent ceux qui cherchaient de la



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

nourriture de *pillards* pour les Noirs et de *survivants* pour les blancs. Le maire Ray Nagin ordonne aux policiers d'abattre les pillards sans procès, « Shoot to kill ».

Les digues non entretenues par négligence politique inondent les quartiers noirs (Lower 9th Ward). Les bus scolaires qui auraient pu sauver des milliers de personnes ne sont pas utilisés. Des secours sont bloqués. Des volontaires sont empêchés de porter secours par le gouvernement Bush. Le système carcéral temporaire est militarisé, des centres de détention sont improvisés, des survivants noirs sont parqués dans le Convention Center et le Superdome sans eau ni nourriture, sous surveillance armée. Au final, on se rend compte qu'il s'agit d'une véritable stratégie de nettoyage ethnique : la Nouvelle-Orléans passe de 67% de Noirs avant 2005 à 59% après la gentrification forcée.

Le capitalisme du désastre et sa privatisation massive fonctionnent alors à plein régime. Le HUD (Department of Housing and Urban Development, agence fédérale qui a pour objectif principal d'améliorer l'accès au logement, de lutter contre les discriminations) refuse de reconstruire les 5 000 logements sociaux détruits après Katrina, expulsant des milliers de familles noires, pour construire des résidences de luxe. La quasi-totalité des écoles publiques sont remplacées par des charters School à but lucratif. On note l'exploitation d'une main d'œuvre de sans-abris et de déplacés payés 1\$/heure pour nettoyer les décombres, sous couvert de *travail communautaire*.

Enfin des entreprises comme Halliburton (liée à Dick Cheney) et sa filiale KBR (infrastructures de l'énergie et de la logistique), Bechtel et Fluor (construction), Blackwater (mercenariat) empochéent des milliards en contrats frauduleux sans appel d'offres, dans le cadre d'une procédure d'urgence légale mais avec une application délictueuse : dépassements de budgets, facturations abusives et travaux mal exécutés. Un rapport du Congrès en 2006 estime qu'au moins 2 milliards (de dollars) des fonds alloués à la reconstruction ont été gaspillés ou détournés.

Le tremblement de terre de Haïti (2010)

Nous retrouvons un schéma similaire lors de la catastrophe d'Haïti, avec comme ossature institutionnelle une aide militarisée : la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), déjà présente avant le séisme, est accusée de



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

prioriser la sécurité plutôt que l'aide humanitaire réelle. De plus, la MINUSTAH est ensuite impliquée dans l'introduction du choléra en 2010 (via des casques bleus népalais), épidémie qui tue plus de 10 000 Haïtiens. L'ONU ne reconnaît sa responsabilité qu'en 2016, après des années de déni. Des troupes étrangères, notamment américaines, prennent le contrôle de l'aéroport de Port-au-Prince, retardant parfois l'arrivée de secours médicaux urgents.

Le capitalisme du désastre reprend du service avec des projets de reconstruction qui profitent à des multinationales (comme Monsanto, qui tente d'imposer des semences OGM) plutôt qu'à l'agriculture paysanne haïtienne. Une privatisation et un accaparement des terres, avec, sous prétexte de reconstruction, des zones expropriées pour des projets touristiques ou économiques au profit d'investisseurs étrangers. Bill Clinton, alors envoyé spécial de l'ONU pour Haïti, promeut des zones franches (comme Caracol) où les salaires sont misérables, renforçant la dépendance économique. Pour sa reconstruction le pays ne connaît jamais de véritable souveraineté, les décisions étant prises par des acteurs étrangers (États-Unis, ONU, Banque mondiale).

Le néocolonialisme est clairement identifiable. Une partie des fonds promis (des milliards de dollars) n'atteint jamais Haïti ou a été détournée vers des entreprises étrangères. Les ONG étrangères ont souvent agi sans coordination avec l'État haïtien, affaiblissant davantage les institutions locales. Des casques bleus et travailleurs humanitaires sont accusés de viols et d'exploitation sexuelle, y compris contre des mineurs, dans des camps de déplacés. Une enquête d'Associated Press (2017) révèle que plus de 100 enfants nés de viols par des soldats de l'ONU sont abandonnés sans soutien. Enfin, la répression politique s'exerce contre des militants haïtiens critiquant l'occupation étrangère ou exigeant des comptes.

Toujours plus d'exemples

Tsunami en Asie du Sud-Est (2004) – Pillage et reconstruction capitaliste au Sri Lanka et en Indonésie : des villages côtiers ont été déplacés au profit de projets hôteliers internationaux ; l'aide américaine (USAID) et européenne renforce la présence militaire occidentale dans la région ; dette « humanitaire » : des pays comme l'Indonésie sont



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

contraints à des prêts du FMI pour la reconstruction.

Cyclone Nargis (Birmanie, 2008) – Sanctions et ingérence politique : blocus « humanitaire » : les États-Unis et l'UE utilisent l'aide comme arme politique contre la junte, retardant les secours ; Médecins Sans Frontières accusée d'espionnage, alors que des milliers de personnes meurent.

Tremblement de terre au Népal (2015) – Colonialisme humanitaire : corruption des ONG avec le détournement de millions de dollars, des maisons non reconstruites après 5 ans ; amateurisme humanitaire, des volontaires étrangers non formés aggravent la désorganisation locale ; des missionnaires chrétiens profitent de la vulnérabilité des survivants pour faire du prosélytisme et provoquer des conversions religieuses.

Ouragan Maria (Porto Rico, 2017) – Colonialisme américain ; La FEMA (Federal Emergency Management Agency) étasunienne est reconnue coupable de retards criminels dans l'aide et d'une distribution de nourriture avariée ; contrats attribués à des entreprises américaines avec pour résultat la corruption habituelle faite d'opacité, de surfacturation et d'inefficacité : Whitefish Energy, Fluor, Cobra Acquisitions, PowerSecure, McKinsey & Company, Bronze Star LLC.

Cyclone Idai (Mozambique, 2019) – Exploitation des ressources de la part de Total et d'Exxon dont l'aide est conditionnée à des concessions pétrolières dans le canal du Mozambique ; mesures d'austérité imposées par le FMI malgré la catastrophe.

Et Valence dans tout cela ?

La *deadline* de l'Agenda 2030

Nous avons vu au début de cette enquête comment les modifications hydrographiques qui furent fatales à la ville ont été générées dans l'esprit de l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU (et des élites globalistes). Cette idéologie mondialiste [influence](#) aussi la transformation de la conurbation elle-même, engagement de longue date avec pour modèle de « ville du quart d'heure ». Le projet de régénération du quartier Vara de Quart, par exemple, s'inscrit explicitement dans cette logique : gentrification, logements sociaux détruits au profit de résidences « éco-responsables »...



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

financièrement inaccessibles pour beaucoup, ce qui provoque l'élimination des quartiers populaires sous prétexte de « relocalisation stratégique », chassant les classes modestes vers la périphérie. Reconversion d'anciennes infrastructures industrielles, développement de voies cyclables, des zones piétonnes et des zones de basse émission, ce qui limite la liberté de déplacement de nombreux conducteurs, transports décarbonés, mixité fonctionnelle (logements-commerces-bureaux) qui fragilise les petits commerces locaux au profit des grandes enseignes, tout cela est au cœur de la stratégie municipale pour 2030. Cet arrière-plan idéologique participe également à la reconstruction post-inondations.

La catastrophe ne remet pas en cause les grandes orientations de la ville, mais semble au contraire servir de catalyseur pour accélérer la transition vers ce modèle urbain déjà promu avant la crise. Les fonds alloués à la reconstruction proviennent en partie de programmes européens (FEDER, Pacte Vert) ou d'ONG internationales (C40 Cities, ONU-Habitat), qui imposent des critères idéologiques (neutralité carbone, inclusion forcée, etc.). Les discours officiels et les annonces de financements publics massifs sont l'occasion de réaffirmer l'engagement de Valence à ces professions de foi de durabilité et la résilience, sans débat public approfondi sur les limites ou les contradictions de ce modèle. La démocratie est confisquée, les citoyens exclus des décisions, les projets sont validés en catimini sous couvert d'urgence post-catastrophe, sans consultation réelle des habitants. Les critiques sont étouffées par un discours culpabilisant (« il faut être écoresponsable ») et une médiatisation pro-système. C'est une guerre silencieuse contre la liberté urbaine et Valence en est un nouveau champ de bataille.

L'inondation de Valence de 2024 est l'exemple à jour, moderne et affiné du contrôle social opéré par les élites mondiales dans le cadre d'une catastrophe naturelle. Ces tragédies sont pour elles une opportunité, un levier supplémentaire pour poursuivre à marche forcée leur plan de soumission de notre humanité. Ce qui frappe tout au long de ce dossier c'est la profonde inhumanité de nos maîtres oligarchiques et de leurs sous-traitants, en guerre contre les peuples. Le mépris envers le troupeau au destin modelable à volonté. Avec l'espoir à peine secret qu'au bout du compte, il y ait moins de bouches à nourrir et plus de ressources à se répartir entre gens des hautes sphères, et leurs affidés soucieux des miettes.



<https://www.lechodesboucles.fr>

Valence, réquisitoire pour un massacre, Yann et Lux

*L'opacité algorithmique reprochée à Palantir fait référence au manque de transparence du fonctionnement de ses algorithmes, notamment en surveillance de masse, prédiction de crimes et prise de décision automatisée, dans des contextes sensibles sans contrôle démocratique.